

L'ONU s'inquiète du « climat de peur » au Burundi

RFI, 04-09-2019 Après la Ligue des droits de l'homme, c'est la commission d'enquête de l'ONU qui tire la sonnette d'alarme. Dans son rapport, elle s'inquiète d'un « climat de peur et d'intimidation » qui règne dans le pays, huit mois d'élections présidentielles, parlementaires et locales.

Des personnes portées disparues alors qu'elles n'avaient aucune affiliation politique, d'autres parce qu'elles ont refusé de rejoindre le parti au pouvoir ou les fameux Imbonerakure, les jeunes du CNDD-FDD. Sur 45 pages la commission d'enquête de l'ONU décrit ce qu'elle qualifie de « climat de peur ». Une campagne d'intimidation qui se serait étendue de la capitale aux zones rurales et ciblerait tout le monde. « Ce sont les autorités locales qui se servent des Imbonerakure. Elles leur demandent par exemple de vérifier qu'il n'y ait pas de réunions illégales de nuit. Ils arrivent, ils frappent à la porte et ils enlèvent souvent un fils, un mari et en même temps, ils battent la femme, souvent avec des violences sexuelles. On ne sait pas ce qui est arrivé à celui qui est disparu. On n'ose pas poser des questions dans les centres de détention parce que ça risque d'attirer l'attention et de plus, ça n'apporte absolument rien parce qu'il n'y a pas d'investigations effectives », dit Françoise Hampson est l'une des auteurs du rapport. Impossible dans ce contexte d'avoir des élections libres, estime la commission d'enquête qui appelle le Conseil de sécurité de l'ONU et les pays voisins à faire pression sur le Burundi pour que la situation des droits de l'homme s'améliore. Les autorités burundaises, elles, affirment que cette commission exagère et noircit le tableau. Pour l'ambassadeur auprès de l'ONU, le Burundi devrait être au contraire salué car le président sortant ne se présentera pas à un nouveau mandat.